

Zeitschrift:	Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber:	Organisation des Suisses de l'étranger
Band:	38 (2011)
Heft:	2
Artikel:	Les inquiétudes des Suisses : "La plupart des gens se voient comme des perdants"
Autor:	Bosshart, David / Engel, Barbara
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-911909

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 23.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

«La plupart des gens se voient comme des perdants». Chaque année, sur mandat du Credit Suisse, des politologues enquêtent sur les problèmes et les évolutions qui inquiètent le plus les Suissesses et les Suisses: il s'agit du Baromètre des préoccupations. L'an dernier, le chômage, les institutions sociales et le système de santé figuraient en tête de la liste des tracas. Les soucis de la population suisse quant à la sécurité personnelle, à la problématique liée aux étrangers et aux relations avec l'Union européenne ont augmenté. Entretien à propos des peurs de la population suisse avec David Bosshart, directeur de l'institut Gottlieb Duttweiler, interrogé par Barbara Engel

REVUE SUISSE: *Le chômage constitue la préoccupation majeure des Suisses, 10% de plus que l'année précédente le considèrent comme leur principal souci, et ce, bien qu'il n'ait cessé de baisser en 2010 et qu'il ne concerne en fait que relativement peu de monde. Pourquoi cette forte crainte face au chômage?*

DAVID BOSSHART: Plus que jamais, le travail revêt une importance prépondérante dans la vie des gens. D'où l'émergence du terme de «workstyle», qui prime désormais le «lifestyle» et préconise l'organisation de sa vie et la planification de son temps en fonction de son ou de ses jobs. Incertitude économique et informations sans cesse contradictoires instaurent une insécurité que la presse dramatise volontiers. Mais ce qui compte, c'est le sentiment qu'ont les gens: s'ils pensent perdre leur travail demain, même sans raison objective de se faire du souci, ils agiront comme si cette perspective allait se réaliser.

Cette forte préoccupation du chômage signifie-t-elle que les Suisses se définissent principalement via leur travail?

Ce serait bien qu'il en soit ainsi, car les hommes sont des êtres actifs et avoir un bon travail joue un rôle très important dans la vie. Et aujourd'hui plus que jamais, du fait que l'âge de la retraite recule – à juste titre d'ailleurs – et devient toujours plus flexible.

Les préoccupations liées aux institutions sociales et au système de santé occupent les deuxième et troisième rangs. Les Suisses pensent-ils que l'ordre social ou la solidarité – l'un des piliers de notre société suisse – sont en danger?

C'est en l'occurrence la manifestation de nombreuses peurs inconscientes, car les gens sentent bien que la mondialisation croissante modifie notre société de manière dramatique.

Nous ne pouvons échapper à la démographie, c'est-à-dire aux tendances économiques et sociales en matière de population. Nous avons mis en place et renforcé nos institutions sociales à une époque où un grand nombre de jeunes participaient encore au financement d'un petit nombre d'aînés. Aujourd'hui, ce système est remis en question. L'immigration peut certes, dans une certaine mesure, apporter un soulagement, mais elle rend aussi la société beaucoup plus complexe – le système de valeurs des immigrés étant différent –, ce qui augmente à nouveau les coûts.

Les politiciens se soucient-ils trop peu de la crainte que notre société se désolidarise? Ou cette crainte est-elle même attisée sciemment? Un populisme croissant peut être observé dans l'ensemble du monde occidental: le même schéma se répète, du mouvement américain du Tea Party aux Pays-Bas et à la Suisse, en passant par l'Italie et la Suède. Il devient de plus en plus difficile de trouver des majorités, ce qui est dangereux. La démocratie libérale demeure le moins mauvais des systèmes politiques, mais les politiciens ont besoin d'électeurs et les médias d'abonnés et de lecteurs; alors, on dramatise à tout va, en donnant une dimension émotionnelle à tout ce qui s'y prête.

L'année passée, les désaccords au sein du Conseil fédéral et les blocages du Parlement ont en permanence fait la une des médias. Malgré tout, le comportement des autorités et des politiciens ne compte pas parmi les préoccupations majeures des Suisses. Faut-il y voir un genre de confiance fondamentale, la confiance en l'autorégulation? La question est toujours de savoir ce que l'on veut comparer. Je suis convaincu que pour

l'essentiel, nous pouvons encore être très fiers de notre système politique. Mais les missions à accomplir sont devenues beaucoup plus complexes. Le fédéralisme et la démocratie directe font que les Suisses se sentent responsables de ce qui se passe en politique. Vu sous cet angle, nous avons donc exactement les politiciens que nous méritons.

Le classement du Baromètre des préoccupations a vu certaines craintes devenir plus importantes: la problématique des étrangers, plus précisément leur intégration et la libre circulation des personnes (5^e rang), de même que les relations avec l'UE (7^e rang). La crainte d'une perte de l'identité nationale joue-t-elle un rôle à cet égard?

Oui et non. Les petits États sont en mesure, pour la plupart, de mieux gérer le phénomène migratoire que les grands. Les États-Unis, l'Allemagne, la France, l'Espagne, l'Italie et la Grande-Bretagne rencontrent des problèmes nettement plus importants que la Suisse en la matière. La plupart des gens se voient comme des perdants et accusent la mondialisation et la migration de leur voler leur travail, de dégrader leur qualité de vie et de menacer leur identité. Dans les faits, les questions d'identité, d'appartenance et la responsabilité pour le pays constituent d'énormes défis. La Suisse a donc besoin d'un fort consensus fondamental pour ne pas devenir une société segmentée par les intérêts particuliers.

Ce consensus de base existe-t-il encore aujourd'hui?

Je suppose que oui, bien qu'il faille de réelles crises et une grande pression pour qu'il devienne à nouveau perceptible dans notre société d'abondance.



DAVID BOSSHART ET LE GDI
 David Bosshart, 52 ans, a étudié la philosophie et la théorie politique à l'Université de Zurich et dirige depuis 1999 l'institut Gottlieb Duttweiler (GDI) à Rüschlikon près de Zurich. Le GDI est un think tank européen indépendant sur les questions de politique économique et sociale. Il a été créé en 1962 par le fondateur de la Migros, Gottlieb Duttweiler, dont le principe, «L'homme au centre des préoccupations et non le capital» définit aujourd'hui encore la philosophie de l'institut dans son enseignement et ses recherches.

Vous dites que la plupart des gens se voient plutôt comme des perdants dans un monde globalisé. Cette attitude et les craintes qu'elle entraîne inévitablement ne vont-elles pas toujours plus se transformer en un obstacle ou une hypothèse pour la Suisse?

À l'avenir, les succès et les échecs des nations se mesureront en fonction de la situation de leur classe moyenne. L'essentiel n'est pas ici le revenu, mais l'espoir d'une vie meilleure. Lorsque les gens perdent tout espoir et ne réagissent plus que de manière cynique ou agressive, tout est perdu. Cela signifie que la force mentale et la certitude de pouvoir mieux faire sont déterminantes. Et là, à mon avis, le peuple suisse a encore le moral.

Les préoccupations majeures des Suisses montrent également que les réflexions économiques ont la priorité. L'économie gouverne-t-elle désormais à la place de la politique?

Durant les années des grandes illusions, de 1990 à 2008 environ, c'était effectivement le

cas. Mais le désenchantement a succédé à l'euphorie d'une croissance apparemment illimitée assurée grâce à la manipulation des indicateurs financiers. L'opinion selon laquelle le succès dépend d'une étroite interaction entre l'économie et la politique est à nouveau largement répandue. Les Chinois en donnent la preuve irréfutable: le marché est un instrument de l'État et non une idéologie, comme c'est le cas chez nous. Parag Khanna, spécialiste américain de géopolitique qui s'exprimera lors d'une conférence sur les tendances de l'institut Gottlieb Duttweiler affirme que nous assistons aujourd'hui à un déplacement du marché à la fois institutionnel et géographique.

Les préoccupations des Suisses sont fortement imprégnées des problèmes helvétiques et non mondiaux, qui ne sont dès lors pas perçus comme prioritaires. Nos compatriotes voient donc manifestement toujours leur pays comme une île et comme un cas particulier?

Là encore: avec qui nous comparons-nous? Bien entendu que nous sommes une île de bienheureux, et je ne vois pas à quelle future constellation économique et politique mondiale nous pourrions adhérer. Nous ne faisons pas partie du BRIC – Brésil, Russie, Inde et Chine –, n'appartenons pas au PIIGS – Portugal, Irlande, Italie, Grèce et Espagne («Spain») –, n'avons pas rejoint l'UE et ne sommes pas non plus une «république des oliviers» comme les pays d'Europe du Sud attrayants sur le plan touristique, de la Bulgarie à l'Espagne et au Portugal, en passant par la Grèce. Nous faisons cavalier seul. En outre, plus le monde se globalise, plus l'homme s'intéresse à la proximité: qui est mon voisin? D'où, également, la concentration sur des sujets touchant le pays.

En France, le livre «Indignez-vous» de Stéphane Hessel a été vendu à 900 000 exemplaires en peu de temps. Dans son ouvrage, Stéphane Hessel, 93 ans, vétéran de la Résistance et survivant de l'Holocauste, dénonce les inégalités, le capitalisme financier ainsi que la xénophobie, lance un appel enflammé pour le respect des droits universels fondamentaux tels qu'ils figurent dans la Charte de l'ONU pour les droits de l'homme, et exhorte à l'indignation face à leur violation systématique. Aurions-nous aussi besoin, en Suisse, d'un tel «pamphlet»?

L'indignation à elle seule ne fait guère avancer les choses. Je miserais davantage sur l'argumentation et la mise en évidence des contradictions. Nous devons éviter tout populisme et alarmisme à outrance et surtout veiller à ne pas devenir un pays segmenté au sein duquel les intérêts particuliers empêchent la formation de majorités.

Pensez-vous qu'il soit possible, en Suisse, d'encourager une culture de l'indignation contre la violation des droits fondamentaux, comme le fait Hessel dans son livre?

Nous ne sommes pas la France. Nous n'avons jamais eu pour ambition d'être une grande puissance. La France, elle, subit un rapide déclin – malheureusement. Et semble en outre ne pas en avoir conscience. La Grande Nation devient ainsi Nation Moyenne.